

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Chemins de fer

Bien entendu, ce n'est pas le statut des cheminots qui est l'objectif principal. Emmanuel Macron et son gouvernement veulent aboutir à la privatisation des chemins de fer français.

Bien entendu, on n'agit pas dans l'intérêt de la France et des Français mais pour respecter la directive qui organise la libéralisation des transports ferroviaires dans l'Union européenne. Soumission imbécile à des injonctions ineptes puisqu'aucun compte n'est tenu de l'expérience acquise en matière de privatisations.

En Grande-Bretagne, la privatisation du rail s'est traduite par une augmentation des abonnements annuels de 27% en huit ans et les Britanniques dépensent six fois plus que les Français pour se rendre au travail en train. Nos voisins sont d'autant plus furieux que les trains sont très souvent en retard et certains n'arrivent jamais à l'heure.

Quand le service public est remplacé par l'obsession du profit maximal, les résultats, désastreux, sont là. Il n'est pas étonnant que les Britanniques souhaitent, à une large majorité, la renationalisation de leurs chemins de fer. Pour ne pas subir ce qu'il subissent, bloquons Macron !

Réforme de la SNCF

**Ne pas
laisser
faire**

Anti-humanisme

**Robots
et végans**

p. 6 - 7

États-Unis

**Violence
fondatrice**

p. 8

Merkel-Dämmerung

Conçu à partir du *Gotterdammerung* – le Crépuscule des dieux – un jeu de mot fait florès dans la presse allemande : *Merkel-Dämmerung*. C'est en effet le crépuscule de la Chancelière et d'une certaine Allemagne, sûre d'elle-même et dominatrice par défaut.

L'euro, monnaie gérée à l'allemande et devenue une monnaie allemande. L'excédent budgétaire allemand. L'excédent commercial allemand. Les bons patrons allemands avec leurs bonnes grosses voitures allemandes. Les très sages ouvriers allemands. L'excellente chancelière allemande et le très rigoureux Wolfgang Schäuble... Qu'est-ce qu'on a pu nous pomper l'air avec l'exemplarité allemande, l'efficacité allemande, l'ordre allemand ! On ne voulait pas voir les fêlures, les ruptures, les révoltes allemandes contre la violence de cet ordre apparent.

Le scandale Volkswagen avait fait grand bruit en 2015 et nous avons noté que l'Allemagne avait connu cette année-là deux millions de journées de grèves. Nul n'ignorait que la réforme des retraites avait plongé plusieurs millions de citoyens sous le seuil de pauvreté alors que 60% de la richesse du pays était captée par la classe riche. L'Allemagne inégalitaire, qui avait montré son efficacité dans le pillage lors de l'annexion de l'ancienne République démocratique allemande puis dans la mise à sac de la Grèce,

a longtemps bénéficié d'une réputation de respectabilité complètement usurpée. Ce temps-là n'est plus. Les élites allemandes, vantées à Paris pour leurs éminentes vertus depuis des décennies, sont en train de sombrer dans la cacophonie et c'est Angela Merkel qui incarne le naufrage.

On sait que la Chancelière a vu dans le flux des migrants l'occasion de constituer un stock de main d'œuvre à très bon marché. Elle n'a pas deviné le trouble qui allait se produire ni la percée des populistes de l'Afd, capitalisant sur la peur des étrangers, sur le vieux fonds raciste allemand et sur la détresse sociale : le pourcentage de la population active vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté de 54% en dix ans.

À partir de septembre 2017, les revers et les déconvenues se sont accumulés. Résultats électoraux médiocres des chrétiens-démocrates. Échec cinglant subi par les sociaux-démocrates. Rupture des négociations par les libéraux du FPD en novembre. Impossibilité subséquente d'une coalition entre la CDU/CSU, les libéraux du FPD et les Verts. Longues négociations avec le SPD conclues le 7 février par un contrat de coalition soumis à l'accord des adhérents des deux formations. Cela fait cinq mois que l'équipe en place expédie les affaires courantes et le gouvernement de coalition va être hanté par une question majeure : qui va planter son poignard dans le dos d'Angela Merkel – qui avait elle-même suriné froidement Helmut Kohl, son gen-

til protecteur ? La suite n'est pas connue mais nous pouvons d'ores et déjà rappeler qu'il n'y a jamais eu de modèle allemand et que la France n'a pas de leçons à recevoir de l'Allemagne.

L'Allemagne s'est redressée grâce à la Guerre froide. Dans un ouvrage récent (1), Olivier Delorme explique que l'économie ouest-allemande a bénéficié des crédits américains dans le cadre du plan Marshall, de l'annulation d'une grande partie de ses dettes, de l'échelonnement à long terme du reliquat, de l'ajournement du remboursement des intérêts et de l'oubli des dommages de guerre. Berlin punit sauvagement la Grèce sous prétexte qu'elle est endettée, alors que l'Allemagne doit à la Grèce 269,5 milliards d'euros soit les deux-tiers de la dette grecque.

L'Allemagne est prospère parce qu'elle gère l'euro dans son propre intérêt et parce qu'elle a organisé l'exploitation quasi-coloniale de ses marches de l'Est : Pologne, République tchèque, Slovaquie...

Il n'y a pas à se venger de l'Allemagne ni à lui dicter sa ligne de conduite – sauf dans le domaine des dommages de guerre. Il suffirait que la France décide de se retirer de la zone euro – ce qui provoquerait son éclatement, pour que l'Allemagne soit ipso facto placée en situation défensive. Vœu pieux, puisque le gouvernement de la France est entre les mains d'une équipe ouvertement germanophile. Il faut donc s'en remettre au libre jeu des contradictions allemandes. Elles ne manquent pas.

Sylvie FERNOY

(1) Olivier Delorme, *30 bonnes raisons de quitter l'Europe*, Editions H&O, 2017.

SOMMAIRE

P 1 Cible : Chemins de fer - P 2 : Allemagne : Merkel-Dämmerung - P 3 : Médias ; L'homme à la poule - Écho des blogs : SNCF - P 4 : SNCF - Une réforme peut en cacher une autre - P 5 : Afrique : À ceux qui restent - P 6 - 7 : Technolibertarisme : Où va notre humanité ? - P 8 : Amérique : La violence et les États-Unis - P 9 : Idées : Que faire de mai 68 ? - P 10 : Guerre civile : Pourquoi les Blancs ont perdu ? - p 11 : Brèves : Inde, Roumanie, Cambodge, Ethiopie - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : Bertrand Renouvin : La verticale du pouvoir

L'homme à la poule

L'hiver il neige, les fleuves débordent et les syndicalistes qui appellent à la grève sont des salopards parce qu'ils prennent la France en otage. Sur les écrans publics et privés, on traite l'actualité comme on attendrit la viande : à coup de battoirs. Mais on n'oublie jamais l'encensoir.

La télévision nous donne à voir des scènes édifiantes qui nous permettent de penser que la politique, c'est vraiment un conte de fées. Ainsi, le samedi 24 février. Au cours de sa très longue visite au Salon de l'agriculture, Emmanuel Macron s'est vu offrir une poule, par un homme soudain sorti de la foule. On apprend dans la même journée que l'aimable gallinacé se nommait Agathe et les journalistes nous ont répété avec émotion la phrase prononcée par le Président lorsqu'il reçut l'animal dans ses bras : « On va faire un poulailler à l'Elysée ».

Puis il y eut un deuxième miracle. Après avoir fait le don gracieux de son gallinacé, l'homme à la poule se retrouva une heure plus tard sur le plateau de BFMTV. Un brave gars bien de chez nous à la télé, avec son cache-col et sa parka ? Ce n'est pas tout à fait ça. Le bon et généreux éleveur sarthois n'est autre que M. Yves de la Fouchardière, directeur de la coopérative sarthoise des Fermiers de Loué. Ouf ! Même au Salon de l'agriculture, où des paysans fort mal embouchés ont sifflé not'bon maître, on peut se retrouver entre gens de bonne compagnie.

Quand la télé ne s'occupe pas d'agriculture, elle concentre notre attention sur la météo. Le froid qui arrivait de Russie a fait l'objet d'innombrables alertes et quand il vraiment arrivé, le froid, on a eu droit à 16 minutes au journal de 13 heures de BFM TV le jeudi 1^{er} mars et à dix bonnes minutes, le soir, sur France 2. Comme il fallait nous informer que l'hiver il neige, que la neige fait déraiper les voitures et bloque des routes, il n'y avait plus que deux minutes pour nous parler de la réforme de la SNCF.

Il est vrai qu'on en parle beaucoup, de la SNCF, dans les débats télévisés de la soirée. C'est là que nous assistons au miracle de l'unanimité : sur toutes les chaînes, présentateurs et invités sont tous d'accord pour tomber à bras raccourcis sur le service public, endetté, et sur les syndicalistes-qui-prennent-les-Français-en-otages. Des chaînes publiques relayant la propagande gouvernementale, ça s'est déjà vu.

Des chaînes privées également en osmose avec le gouvernement, c'est le miracle de la fusion entre la gouvernance oligarchique et le capitalisme financier.

Annette DELRANCK

SNCF

Nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer Mathieu Morel, pour la qualité de ses textes publiés sur Facebook - voir *Royaliste* n° 1123. En voici deux relatifs au projet macronien de « réforme » de la SNCF qui, grâce à un humour percutant, permettent un décodage efficace de la tromperie qui est à l'œuvre.

« La langue est quand même vachement subtile et passablement rigolote. Par exemple, « moderniser le rail », ça donne tout de suite l'impression qu'on va ENFIN s'occuper de l'état des infrastructures, de l'entretien des voies et des machines. « Moderniser », ça vous a toujours un petit côté « chouette et cool » (...), « nous ne sommes plus une entreprise mais une 'grande famille' qui dialogue socialement à fond les ballons dans la joie et la bonne humeur ». « Moderniser », c'est toujours chouette. Un peu comme « réformer ». Ça sent toujours le « toujours mieux » et la performance joyeuse. L'ennui, c'est qu'au bout du compte, il y a fort à parier qu'une fois de plus, « moderniser » signifie surtout que les rails seront toujours rouillés et les aiguillages aléatoirement vissés. En revanche, comme on aura toujours plus sous-traité plein de choses au rabais pour compenser le coût des armées d'experts, sous-directeurs et chargés de mission dont le boulot consiste systématiquement à s'organiser des « réunions de travail » dans des restaurants à grands coups (coûts ?) (...) pour élaborer de nouvelles « méthodes de travail » sur des tâches, des contraintes et des compétences dont ils n'ont pas la moindre foutue idée (...), on devrait vite constater une fois de plus que ces salopards de fainéants d'ouvriers n'en foutent pas une et que ça prouve bien qu'ils sont trop gâtés, trop payés, trop nombreux... D'ailleurs, des études montreront sans doute bientôt que dans les pays où on ne les paie pas mais où on leur tape sur la gueule, ils sont beaucoup plus coopérants (...). On a déjà « modernisé » La Poste et France Télécom pour - déjà ! - tendre vers les délicieux standards de la merveilleuse Europe. Ben ça ne marche pas beaucoup mieux. Ça ne coûte pas beaucoup moins cher non plus. Mais ils se suicident beaucoup plus. Avec l'Europe, au moins, c'est toujours un poil mieux que si c'était pire. C'est d'ailleurs comme ça qu'elle fait durer l'arnaque. »

« (...) Avant, quand ils parlaient de « convaincre », on savait qu'il s'agissait de nous endormir le temps qu'ils trouvent la combine subtile pour faire digérer la pilule (...). Maintenant, c'est plus simple. La combine, on la connaît par cœur. Ils « se donnent deux mois » pour nous parler du scandale sexuel de Bidule, de la poupoule de Jupiter (et de sa poignée de mains virile avec Machin, ou de son auguste coup de menton vers Chose) et au bout de deux mois, ils nous expliqueront que pendant deux mois, on a été un peu mollaçons quand même. Ça prouve bien que dans le fond, on est d'accord avec eux. Allez hop ! Emballez, c'est déjà pesé. »

Loïc de BENTZMANN

Une réforme peut en cacher une autre

La réforme du rail français sera-t-elle pour Emmanuel Macron ce que fut la fermeture des mines de charbon britanniques pour Margareth Thatcher dans les années 1980 ? C'est l'analyse que livre Philippe Moreau-Chevrolet à l'AFP, le 27 février, soit le lendemain de la présentation par Edouard Philippe des grands axes de la réforme de la SNCF.

Cet observateur du monde politique estime, en effet, que le chef de l'État « *veut imposer un choc thatcherien en France* ». Selon lui, le Premier ministre du Royaume-Uni de l'époque avait provoqué « *sciemment et brutalement un conflit avec le syndicat des mineurs, en prenant l'opinion à témoin. En gagnant, elle avait obtenu ses galons de dame de fer et eu les mains libres pour libéraliser l'économie britannique. Macron veut être l'homme de fer français, briser les syndicats et s'attaque donc à leur bastion numéro 1, la SNCF* ». De fait, le puissant Syndicat national des mineurs (NUM) déclencha la grève début 1984, malgré les réticences de la base, pour protester contre la fermeture de plusieurs puits déficitaires et la suppression de plusieurs dizaines de milliers d'emplois. Le gouvernement, qui avait pris les mesures nécessaires pour contrecarrer les conséquences d'une grève longue sur l'économie, ne céda pas et les mineurs durent reprendre le travail un an après sans avoir rien obtenu. Ainsi Margareth Thatcher, par sa détermination, contribua-t-elle à briser le NUM qui ne se remit jamais de sa défaite, après avoir, par sa large victoire électorale de 1979 confirmée en 1983, brisé le parti travailliste, décourageant toute velléité de révolte pouvant remettre

en cause sa politique.

Presque tous les ingrédients de ce scénario sont rassemblés dans la réforme de la SNCF dévoilée par Edouard Philippe : la volonté du pouvoir d'aller jusqu'au bout, l'absence d'opposition, le rejet de la réforme par les syndicats, les hésitations des salariés à se lancer dans un mouvement social de longue durée, la dénonciation du statut de cheminot. Et surtout le même projet politique : le renforcement du capitalisme financier ultra-libéral.

Pour mener à bien sa réforme, le gouvernement entend aller vite, en faisant adopter une loi avant l'été, et frapper fort en recourant aux ordonnances, sans pour autant fermer complètement la porte à la concertation avec les régions, les syndicats, les usagers et les entreprises du rail. Une première étape a donc démarré, en ce début de mois ; elle sera consacrée à l'ouverture à la concurrence des TGV et des TER. A partir de la mi-mars, une deuxième séquence aura pour thème l'évolution de l'organisation de la SNCF. En avril, un troisième temps de concertation portera sur la modernisation sociale du secteur ferroviaire. Habilement, le gouvernement repousse à plus tard les sujets qui fâchent : le régime spécial de retraite dont bénéficient les cheminots et la question des petites lignes. Concrètement, cela devrait déboucher sur la création de sociétés nationales à capitaux publics en lieu et place des trois Etablissements publics à caractère industriel et commercial (Epic) existants (la SNCF, dite « *Epic de Tête* », SNCF Mobilités et SNCF Réseau), la fin du statut des cheminots pour les nouveaux embauchés, la reprise par l'Etat de la dette, la présentation par la direction d'un projet stratégique d'entreprise « *pour aligner ses coûts sur les standards euro-*

péens, améliorer la polyvalence des métiers, mieux organiser le travail, former aux métiers de demain, renforcer la productivité industrielle et moderniser le dialogue social ».

Le contenu de la réforme dissimule de nombreux enjeux. Pour le gouvernement, il s'agit d'abord de jeter les bases d'une privatisation du groupe public ferroviaire qui ne dit pas son nom ; même si Edouard Philippe s'en défend, on ne peut pas oublier les précédents de France Télécom, devenue Orange, et de Gaz de France, devenu Engie, alors que les gouvernements en place juraient leurs grands dieux que ces fleurons de l'industrie française resteraient dans le giron de l'État. On se dirigerait ainsi vers un service public à deux vitesses : des TGV reliant les grandes villes pour les plus riches, et des cars Macron pour les plus pauvres et le périurbain. Le second enjeu est d'affaiblir définitivement les syndicats, déjà sonnés par la réforme du Code du Travail, pour poursuivre sans encombre sa destruction du pacte social en s'attaquant à la réforme des retraites. Quant aux syndicats, ils jouent ni plus ni moins leur survie et leur crédibilité déjà bien entamée par une série de renoncements ; d'où les tergiversations auxquelles nous avons assisté suite aux annonces du Premier ministre, qui s'expliquent aussi par la crainte d'une faible mobilisation. Une lueur d'espoir existe cependant : le mécontentement qui s'étend à de nombreux secteurs (les Ehpad, les hôpitaux, les prisons), des entreprises privées (dont Carrefour, Tupperware et Ford), plusieurs catégories de la population (agriculteurs, fonctionnaires, retraités), sur des sujets très différents (le pouvoir d'achat, les conditions de travail, l'école, l'assurance chômage, les pensions...). Si bien qu'on pourrait voir les rangs de la contestation grossir le 22 mars, date de la manifestation des agents de la Fonction publique. Le gouvernement pourrait regretter d'avoir ouvert plusieurs fronts à la fois. Ce que Margareth Thatcher s'était bien gardé de faire.

Nicolas PALUMBO

À ceux qui restent

L'immense majorité des Africains d'Afrique subsaharienne veulent réaliser leur destin chez eux : il n'y a pas de « ruée sur l'Europe » (1).

Quel que soit le nombre des départs, qui certes est amené à croître en chiffres absolus, le nombre de ceux qui restent dans les pays africains sera toujours plus important et continuera d'augmenter en pourcentage. Stephen Smith rappelle que si le nombre des victimes lors de la traversée de la Méditerranée est certes impressionnant, il est largement inférieur à celui des femmes qui meurent en couches chez elles, statistique qui, elle, est largement ignorée du grand public européen. L'auteur a également raison de remarquer que plus les Africains s'enrichissent, plus ils ont les moyens de se payer la traversée. Les migrants ne sont pas les plus miséreux. Le développement va accélérer la migration. Pour autant, s'agissant de la classe moyenne émergente, il ne faudrait pas confondre son extraversion naturelle avec un désir de fuite. L'africain moyen, même pauvre, est sur place mondialisé. Cela n'en fait pas un candidat à l'expatriation, tout au plus au voyage - et, de préférence, en Chine pour le commerce. Comme tout être - et plus que d'aucuns -, il est attaché à son pays et y situe le lieu de son destin personnel, familial et social. Il y inscrit son souci politique. Il s'y bat et s'y battra encore plus si un espace démocratique ou simplement civil ou citoyen y prend forme comme on en voit les contours dans à peu près tous les pays africains aujourd'hui, y compris dans les plus invraisemblables, la République démocratique du Congo ou le Nigeria. Encore une fois, il faut éviter les habituelles généralisations : l'Afrique ou les Afriques. Le pay-

sage est contrasté. Les phénomènes supposés continentaux ne sont que ceux du prisme initial - selon que l'observateur aborde l'Afrique par l'Est ou par l'Ouest, depuis le Sahel ou Le Cap.

Pour l'Europe, les conséquences des parcours démographiques contrastés entre les deux rives de la Méditerranée pourraient être qu'à terme, 2050 ou 2100, le quart de la population serait métissé. Ce n'est pas un jugement de valeur mais un fait brut. Le pourcentage est déjà plus élevé aux États-Unis. Or les destinations sont en train de



se modifier. Les habitudes post-coloniales reculent. Les États-Unis l'emportent sur les anciennes puissances coloniales comme terre de prédilection - les Africains immigrés y seraient déjà plus nombreux que les afro-américains descendants d'esclaves. Et là c'est un choix. Du point de vue global, ne vaut-il pas mieux plutôt s'interroger sur les conséquences pour ceux qui restent en Afrique ? Un premier aspect qui nous concerne encore, quoi qu'on en pense, est que la proportion de Blancs dans la population totale en Afrique subsaharienne, quand bien même elle viendrait à augmenter en valeur absolue, va tendre vers zéro.

Le second aspect est que la démographie ne vaut pas que dans l'absolu des nombres mais aussi dans le poids relatif des cohortes, en d'autres termes la pyramide des âges. Plutôt que des masses, il faut prendre en compte l'effet générationnel. Nous vivons les derniers moments de l'influence sans par-

tage des « vieux » ou des « sages » et par voie de conséquence de ce que l'on a appelé la « famille élargie ». L'Afrique subsaharienne est en train de passer au stade de la famille mononucléaire.

Le « dégageant » des vieilles classes dirigeantes, spectaculairement illustré récemment par le départ des Zuma en Afrique du Sud, Mugabe au Zimbabwe, Dos Santos en Angola, demain de Biya au Cameroun ou de Museveni en Ouganda, se décline au niveau des clans familiaux ou villageois.

Du point de vue de la migration, il ne faut pas oublier que celle-ci a souvent pour origine la décision du clan d'envoyer certains de ses membres travailler à l'extérieur pour en attendre des financements. Trop souvent ceux-ci sont stériles. Hier abondants, fait de célibataires, ils tendent à se réduire car les immigrés doivent aussi penser à faire vivre leurs propres enfants. En s'émancipant, ils s'individualisent. C'est aussi l'effet de l'urbanisation dans le même pays. Une plus grande liberté de choix des jeunes, notamment pour se marier ou non et prendre leurs responsabilités dans la vie locale, dissuade d'« aller voir ailleurs ». Une approche en termes de grands nombres est purement suicidaire. Elle ne veut rien dire ni sur le long terme où « nous serons tous morts », ni sur le court terme. Insister sur le nombre est un langage codé qui au sens littéral - et biblique - signifie que beaucoup sont destinés à mourir. Fort heureusement, l'Afrique a d'autres voies de se sortir du défi démographique que la « ruée » ou l'implosion. C'est le moyen terme qui sera déterminant, c'est-à-dire la prochaine génération.

Yves LA MARCK

(1) Stephen Smith, *La ruée sur l'Europe. La jeune Afrique en route vers le Vieux Continent*, Grasset, 2018

Où va notre humanité ?

L'humanité est aujourd'hui confrontée à plusieurs problématiques liées à sa condition. D'un côté, l'avancée du domaine robotique qui bouleverse notre avenir ; de l'autre, et dans une moindre mesure, le véganisme qui tend à troquer l'anthropocentrisme en faveur du biocentrisme.

Le sujet de la robotique est inquiétant pour l'avenir de l'humanité pour de nombreuses raisons mais trois sont évidentes. D'abord, l'ère robotique est déjà passablement avancée (comme le transhumanisme d'ailleurs). Ensuite, les moyens mis en œuvre pour encourager la création d'humanoïdes perfectionnés sont gigantesques. Enfin, le retour en arrière semble impossible, même dans le cas où des catastrophes robotiques surviendraient. D'un point de vue économique, un rapport du cabinet McKinsey & Company de 2017 a estimé que les robots allaient occuper 800 000 emplois d'ici 2030. Un cinquième de la population mondiale sera affectée.

Dans un entretien mené par François Lenglet en juin 2015 sur France Info, l'essayiste Hakim El Karoui note que « *la classe moyenne s'inquiète : les domaines dans lesquels elle travaille sont en passe d'être automatisés* ». Dans son article « Les robots ne libèrent pas les humains, au contraire », paru sur Reporterre en janvier 2018, le sociologue du travail David Gaborieau cite les conséquences nuisibles de l'automatisation : perte des savoir-faire, logique techniciste de remplacement des corps humains épuisés par les robots « *plutôt que de revoir l'organisation du travail* », etc.

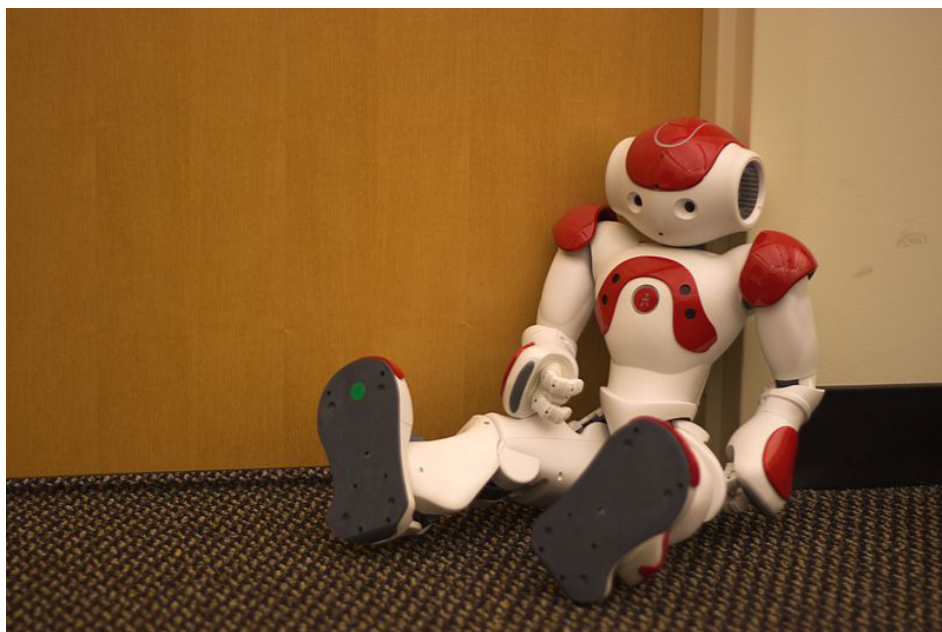
La lutte contre la robotisation sera peut-être la principale lutte sociale de demain pour les ouvriers et salariés.

La question robotique pose aussi une question juridique, à savoir : quel doit être le statut de nos créations ? Aucune concertation internationale n'a lieu. L'Arabie Saoudite a d'ores et déjà reconnu la nationalité saoudienne à un robot « *de sexe féminin* ». Or, un robot est une machine et non un être vivant, il n'est ni humain, ni homme ni femme. Comment peut-il bénéficier d'une nationalité qui fait partie des droits propres à l'individu ? C'est un pas de plus vers un gouffre où pourrait être précipitée l'humanité, humanité majoritairement innocente et condamnée par une poignée d'individus riches, vaniteux et avides d'aller toujours plus loin dans le posthumanisme, tout cela au détriment des droits de l'homme.

Du point de vue de la survie physique de l'humanité, les fameux robots-tueurs autonomes (prisés dans la recherche militaire) font déjà l'objet de critiques de la part d'ONG mais aussi de 116 responsables d'entreprises de robotiques comme Elon Musk qui ont averti l'ONU dans une lettre d'août 2017 : « *Une fois cette boîte de Pandore ouverte, elle sera difficile à refermer.* » Mais qui a ouvert cette boîte sinon ceux qui veulent jouer les lanceurs d'alerte ? Le mot de Bossuet : « *Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes* », est d'une effroyable actualité. Les robots-tueurs peuvent en effet cibler, viser et tuer sans avoir reçu d'ordres. On leur délègue donc la possibilité de choisir la vie ou la mort d'être humains, ce qui revient à ôter toute responsabilité aux hommes derrière. Enfin, le ro-

bot, en plus d'ôter la vie physique, est fatalement destiné à ôter, minimiser, ternir ce qui fait le propre de l'humanité : notre cœur, notre esprit, nos émotions, notre âme. Dans l'interview précitée de François Lenglet, l'historien des sciences Michel Serres déclare : « *Ce qui fait l'avenir, c'est justement l'imprévisible, l'inattendu. Le robot, lui, ne fera toujours que du format.* » Dans un article de mai 2016 paru sur le site de la revue Limite, Luc Léonard formule à merveille, en une phrase, ce qui fait qu'un robot ne surpassera pas un homme : « *Jamais un robot ne saura ce qu'est un ciel bleu.* » L'humain, de chair, de sang, habité par ses cinq sens, par ses envies, sa raison, ses passions, ses chagrins, ses terreurs, son héroïsme, sa lâcheté, tout ce qui le rend si parfaitement imparfait n'est pas et ne doit pas devenir un être au rabais, délaissé ou complété par des machines. L'humanité doit rester notre horizon indépassable.

Le cas du véganisme constitue aussi, en théorie, une remise en question de notre humanité, en ce qu'il tend à lutter pour la fin de l'anthropocentrisme pour mieux promouvoir le biocentrisme. L'anthropocentrisme consiste à mettre l'humain au cœur du monde, à concevoir ce dernier à travers le prisme, la vision, les attentes et valeurs de l'espèce humaine. Dans ce schéma, l'humain est vu comme l'entité au centre de tout. L'anthropocentrisme a été très tôt développé par Aristote qui plaçait l'Homme – en tant qu'animal raisonnable – au sommet de la hiérarchie des espèces, tout en reconnaissant la sensibilité des animaux. La théologie chrétienne a aussi œuvré dans ce sens, en mettant l'homme au cœur de la vie. Rappelons les paroles de la Genèse (I, 24-26) : « *24 - Dieu dit : Que la terre produise des êtres vivants selon leur espèce : bestiaux, bestioles, bêtes sauvages selon leur espèce et il en fut ainsi. 25 - Dieu fit les bêtes sauvages selon leur espèce, les bestiaux selon leur espèce*



et toutes les bestioles du sol selon leur espèce, et Dieu vit que cela était bon. 26 - Puis Dieu dit : Faisons l'homme à notre image, selon notre ressemblance, et qu'il domine sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel, sur le bétail, sur toute la terre, et sur tous les reptiles qui rampent sur la terre. » La révolution copernicienne, l'avènement de l'ère scientifique, les découvertes astronomiques, ont relativement mis à mal cette conception anthropocentrique, en révélant au monde entier que, non, les humains ne sont pas seuls, et encore moins au centre de l'univers.

Beaucoup plus récemment, dans le végétarisme et également dans le courant d'écologie profonde décroissante, l'anthropocentrisme se trouve achevé au profit du biocentrisme qui conduirait, selon la logique des végétariens, à mettre sur un strict pied d'égalité animaux et humains. Pareil dessein et tout ce qu'il implique, porte malheureusement en lui les germes de dérives liberticides et de négation des cultures humaines essentielles à notre survie. Car le végétarisme implique un changement complet de paradigme, la venue d'un Homme nouveau, et une intolérance intrinsèque envers ceux qui refusent de changer à terme. Bref tous les ingrédients de l'autoritarisme au niveau national. Et le monde entier ne deviendra pas

végétarien pour autant. Car l'alimentation issue de produits animaux revêt pour énormément de pays et de peuples une facette essentielle de leur culture. Or, un homme sans culture est un homme nu. Un homme contraint ou sommé de renoncer à son alimentation est un homme amputé.

Il n'empêche que le sort réservé aux animaux d'élevage, leurs conditions d'existence et de mort, la promotion d'un mode d'élevage intensif, de grandes « fermes » où sont parquées les bêtes, sans voir la lumière du jour de toute leur vie, est scandaleux. On peut ajouter la surutilisation des antibiotiques pour les maintenir en vie, les OGM dans les grains et les conduites humaines toujours dictées par la quête insatiable de la productivité. À de rares exceptions, presque personne ne prétend jouir de la souffrance de l'animal. On parle même de lui comme d'un membre de la famille, car c'est ce qu'il est dans les faits, en particulier pour les personnes âgées. Un sondage de l'IFOP d'avril 2017 conclut par exemple que 75% des habitants des départements où ont lieu des corridas avec mise à mort y sont hostiles. Alors oui, le droit animalier doit évoluer, c'est même sûrement une attente de la population. Pour autant, la législation doit-elle donner un statut aux animaux égal à celui des hommes ? Certainement

pas. Car l'animal n'est pas homme et inversement. Comme l'explique la philosophe Élisabeth de Fontenay dans l'article « *L'Homme et l'animal : anthropocentrisme, altérité et abaissement de l'animal* » paru dans la revue Pouvoirs, « *ce qui manque en fin de compte aux animaux, c'est tout ce qui a trait à la doxa, à la croyance, à la persuasion, à l'adhésion, à la rhétorique donc. S'ils usent d'un certain logos, ils ne disposeront jamais de ce que le latin nomme l'oratio, la parole, de ce registre où logique et linguistique s'articulent pour constituer l'espace public et humain de la délibération. En fait, c'est l'éthico-rhétorique plus que le rationnel qui fait la spécificité de l'humain* ».

Aussi, la solution préférable est celle de la mouvance welfariste, qui ne remet pas en cause l'alimentation carnée mais qui prône une révolution du bien-être animal. Le droit animalier est un immense chantier qui s'annonce pour les années à venir. Le tout est de parvenir à une juste mesure, en gardant l'Homme à sa place, en créant un droit différentiel aux animaux en fonction de leur caractéristiques (mammifères ou non, sang-chaud ou sang-froid), en remettant réellement en cause les pratiques cruelles mais sans franchir cette frontière imperméable entre nos amis les bêtes et nous qui nous rendrait indistincts les uns des autres. C'est parce que les animaux ne sont pas « nous » que nous les aimons, parce qu'ils sont autres. Toutefois, les enjeux ne sont évidemment pas les mêmes qu'avec la robotique. La vision d'une société entièrement végétarienne n'est pas du tout réaliste et nous avons encore le choix. Mais nous devons résister à la culpabilisation permanente que certains, en particulier des jeunes sur les réseaux sociaux, entretiennent envers ceux qui continuent à manger de tout. Au contraire, envisager un avenir commun avec des robots omniprésents n'est déjà plus un scénario de science-fiction, il s'agit malheureusement d'une réalité en marche.

Indiana SULLIVAN

La violence et les États-Unis

Depuis quatre numéros, François Busnel nous invite à mieux comprendre les États-Unis de Donald Trump à travers le regard des écrivains américains présents et passés. *America* est donc une revue littéraire et politique. La littérature comme miroir de l'Amérique. Un pari audacieux en passe d'être réussi si on en juge par le succès mérité de cette revue. Une revue qui anticipe parfois l'actualité.

Le dernier numéro (1) a pour thème central la violence dans l'histoire et la société américaines à travers entre autres le regard de Stephen King, de Benjamin Whitmer, de Paul Auster, alors même que les États-Unis pleurent les victimes du massacre en Floride du 14 février dernier. Pour Benjamin Whitmer (2), la société américaine est fondamentalement violente. La violence est au cœur même de son identité. A l'appui de son propos, l'auteur évoque la tradition de *Thanksgiving*. Dans le discours officiel, cette fête, vieille tradition, commémore un banquet réuni en 1621 afin de remercier Dieu pour une récolte abondante qui sauva les premiers Américains de la famine. Une récolte obtenue grâce aux conseils avisés d'une tribu indienne. Mais en réalité, ce banquet eut lieu en 1637 pour fêter le massacre des dits indiens sous prétexte de l'assassinat d'un marchand. Seuls cinq malheureux échappèrent à la tuerie. Et ce n'était qu'un début.

Autre exemple : la création de l'État du Colorado. À l'époque de la guerre de Sécession, le Colorado n'a encore que le statut de territoire. Des traités lient le gouvernement fédéral aux Indiens. Or le gouverneur de ce territoire veut en faire un État. Et les Indiens selon lui sont un obstacle. Ils

occupent trop de terres. Il organise et planifie dès lors l'extermination des Indiens. Une fois ceux-ci éliminés et l'État du Colorado créé, il devient un temple de la corruption et du crime. Ainsi Denver, sa capitale, est une cité où les Italiens sont assassinés parce que catholiques, les Juifs parce que Juifs, les Chinois parce que ce sont des brutes sauvages, sans oublier les Noirs « *que l'on n'aurait jamais dû émanciper* ». Dans les années 1920, Denver est la chasse gardée du Ku Klux Klan dont le maire et nombre de policiers jusqu'au sommet de la hiérarchie sont membres. La lutte des classes se mène à coups de revolver, certains patrons n'hésitant pas à recruter des gangs pour éliminer physiquement des grévistes. Quant à la pègre, elle a table ouverte chez



nombre de politiciens de la ville. Est-ce si étonnant, dès lors, que chaque États-unien ait le droit constitutionnel de posséder des armes chez lui, y compris des armes de guerre, pour assurer leur sécurité ? L'Amérique pour Whitmer, c'est une société où le droit du plus fort est au fondement même de la société. Stephen King doute de la possibilité d'interdire la vente libre des armes. Il avoue en posséder trois. Il concède juste qu'il est possible de limiter l'achat à certaines armes.

Paul Auster de son côté rappelle que le film muet préféré des Américains est *La naissance d'une Nation*, réalisé en 1915 et qui fait l'apologie du Klan. Le Président Wilson en était un inconditionnel. En

ce qui concerne le cinéma parlant, c'est *Autant en emporte le vent* qui l'emporte, un film à la gloire du Sud esclavagiste. Et les crimes commis contre les Afro-Américains en particulier par les policiers montrent que le racisme est encore bien ancré aux États-Unis. Pour Auster, Trump et sa violence langagière sont l'étendard d'une population déclassée, écrasée par la violence de l'économie américaine, qui a voulu clamer sa colère et qui se moque des leçons de morale des cols blancs de la côte est ou des bobos de la Californie. Une population blessée par une fracture culturelle qu'elle ne comprend pas, et dont un universitaire comme Samuel Huntington a été le porte-parole (3). Reste à savoir si, dans quatre ans, les laissés pour compte de la mondialisation apprécieront les cadeaux fiscaux faits aux plus riches par l'administration, ou l'action acharnée de la Maison Blanche pour démanteler l'Obamacare.

Pour autant, les États-Unis ne peuvent se réduire à des poussées de haine et de violence récurrentes. Un mouvement comme Black Lives Matter traduit la capacité de la communauté noire à réagir avec fermeté mais dans le respect de la loi. Occupy Wall Street montre l'émergence d'une gauche américaine alternative toujours bien présente. Les manifestations de lycéens depuis le 14 février offrent le spectacle d'une jeunesse prête à se mobiliser contre le lobby des armes et son poids dans la démocratie américaine. Sylvain Cypel a par ailleurs montré (4) l'ampleur des mobilisations politiques de plus en plus importante dans la population américaine. La campagne de Bernie Sanders, son succès auprès d'une partie de la jeunesse expriment le désir pour demain d'une autre Amérique.

Marc SÉVRIEN

(1) *America* n°4 : *De la violence en Amérique* ; les éditions America ; hiver 2018 ; 19 €

(2) *Idem*

(3) Samuel Huntington : *Who are we ? The challenge to America's national identity*. New York ; Simon & Schuster ; 2005

(4) *America* n°2 : *Trump, la Maison Blanche* ; les

Que faire de Mai 68 ?

Au terme de son dernier essai (1), Jean-Pierre Le Goff donne un avertissement salubre : « L'histoire demeure ambivalente et tragique. La transmission ne s'effectue pas en ligne droite et par le seul biais des institutions avec des enfants sages et bien élevés. Elle passe aussi par des chemins de traverse, des conflits et des contradictions. Nul ne peut a priori et du haut de ses certitudes décréter quelle est la bonne et unique voie. En ce sens, la révolte étudiante de mai 68 peut être considérée comme une révolution adolescente qui sur le moment a pu avoir des aspects de libération salutaire mais qu'on ne saurait ériger en mythe fondateur pas plus qu'on ne saurait en faire la cause de tous nos maux. » Il est vrai qu'il est difficile de tenir la bonne distance entre la révérence canonique et le réquisitoire, car le caractère explosif de mai ne peut que provoquer l'expression des passions contraires et des vérités contradictoires. D'une part, il y a les inconditionnels, qui sont quasiment des institutionnels. Pour eux, mai 68 est le commencement absolu d'un nouveau monde, doué de toutes les qualités, dès lors qu'il a mis fin à une société rigoriste, paternaliste, lieu de toutes les discriminations. De l'autre, le même événement est le point de départ de toutes les décompositions. Un point de vue brillamment illustré dans le dossier récent du Figaro magazine (le vrai bilan de mai 68) par Eric Zemmour : « Le véritable héritage de mai 68 est sans doute là, dans cette destruction voulue, pensée, imposée, des individus, des familles, des peuples, des nations. Ce nihilisme anarchisant s'épanouit au nom d'un universalisme totalitaire hérité du marxisme, marié avec un libéralisme de marché et qui n'a plus comme objectif de sacrifier la bourgeoisie sur l'autel du prolétariat, mais les peuples européens sur l'autel du métissage généralisé. »

Les questions soulevées dans cet affrontement sont d'une gravité telle qu'on ne saurait les écarter au nom d'une impossible équité. Leur accumulation, dans tous les domaines, est telle qu'on ploie sous la charge, paralysé par leur complexité. Et ce pourrait bien être le caractère premier de l'événement 68 que d'avoir précipité l'ouverture simultanée de tous les dossiers, sans pouvoir les refermer et donner les réponses définitives aux interrogations mises en évidence. Le général de Gaulle, dit on en quittant le pouvoir en 1969, était persuadé que les affaires de l'Etat n'étaient plus gérables, avec une société insaisissable. La parenthèse giscardienne, aux couleurs du libéralisme avancé avait tenté d'accorder une certaine revendication libertaire avec une gestion centriste du pouvoir. Le mitterandisme, après une courte période d'orthodoxie socialiste, allait vouloir institutionnaliser le gauchisme culturel, en substituant le sociétal au social, tout en ralliant le mondialisme économique. L'échec sanglant du Parti socialiste, éliminé de la compétition électorale et marginalisé de la vie politique ne fait qu'accuser l'impasse de la social-démocratie infidèle à ses sources et incapable de proposer un programme sensiblement différent de l'offre libérale. Le macronisme sera-t-il capable d'inventer une nouvelle voie sur les décombres de la droite et de la gauche classiques ? Le coup

d'audace accompli par un jeune candidat peut donner le change quelques mois durant. Mais qu'en sera-t-il au bout du quinquennat ? L'étendard progressiste déployé ne saurait cacher durablement la réalité d'une adhésion au discours commun des gens de Davos. Voilà qui nous ramène au paradoxe fondamental de mai 68 qui, sous couvert de toutes les libérations, nous a amenés à la dictature des marchés et à la toute puissance de l'économie spéculative. C'est une assez jolie trahison que celle-là : partir de la contestation violente du capitalisme pour aboutir à sa défense inconditionnelle. Résultat pratique : montée des populismes, tous également honnis de tous les héritiers proclamés de 68, avec les incohérences flagrantes qui s'affirment de jour en jour. Hier, on se battait au nom et au service du peuple, contre ses exploiters. Aujourd'hui, on refoule avec mépris cette France périphérique des replis et des frilosités. C'est vrai qu'on a trouvé un peuple de substitution avec celui des banlieues aux populations transplantées. Mais c'est dans ces banlieues que gronde la révolte contre le féminisme émancipateur. Le malentendu pourra-t-il durer longtemps ? De même, nous assistons, comme l'écrit encore Eric Zemmour « à la montée en puissance d'un néo-puritanisme féministe qui, au nom des droits des femmes, remet en cause l'hédonisme libertaire des anciens soixante-huitards qu'ils soient producteurs de cinéma, photographes ou politiques ».

Toutefois, mettre unilatéralement sur le dos de 68, toutes ces impasses n'est pas seulement injuste, c'est surtout fautif. Car l'explosion d'un printemps mémorable ne résulte pas d'un complot, fut-ce celui de groupuscules résolus. Elle s'explique par l'évolution d'une société incapable de répondre aux crises qui l'ébranlent et aux impatiences de sa jeunesse. Jean-Pierre Le Goff note que sur le moment aussi bien George Pompidou, André Malraux que Raymond Aron avaient eu pleine conscience de la difficulté. Il n'est pas sûr que tous leurs successeurs aient été aussi attentifs aux ingrédients d'une crise de civilisation. Le mot n'était pas grandiloquent. Il correspondait exactement aux désarrois profonds d'un monde en train de perdre ses assises. L'effondrement de la pratique religieuse en France précède immédiatement la révolte adolescente. C'est sans doute un des aspects les moins étudiés jusqu'ici pour rendre compte des incertitudes d'une mutation qui n'est pas élucidée pour elle-même (2). Jean-Pierre Le Goff dans son récit d'ego-histoire ne le sous-estime nullement, bien au contraire. Il montre comment les prêtres à la guitare se sont efforcés de répondre, souvent maladroitement, aux attentes du peuple adolescent qui n'avait cessé de grandir. Il met aussi en évidence, dans l'ordre politique, le décalage qui existe entre le gaullisme de la Résistance et celui des débuts de la cinquième République. Ce n'est pas impunément que la dimension héroïque et historique s'est estompée, au profit d'une eschatologie nouvelle d'une extraordinaire fragilité. En d'autres termes, le cinquantenaire de mai 68 devrait être l'occasion d'une réflexion approfondie bien nécessaire plutôt que celle de règlements de compte improductifs.



Gérard LECLERC

(1) Jean-Pierre Le Goff, *La France d'hier*, Stock cf Royaliste 1139

(2) Voir Guillaume Cuchet, *Comment notre monde a cessé d'être chrétien*, Seuil

Pourquoi les Blancs ont perdu

La prise du pouvoir par les Bolcheviks en octobre 1917 n'impliquait pas nécessairement leur victoire contre les armées blanches. Jean-Jacques Marie examine toutes les causes de la défaite des Blancs, au terme d'une épouvantable guerre civile.

Toutes les guerres civiles sont impitoyables mais celle qui ensanglante la Russie de 1917 à 1920 mérite la première place, *ex aequo* avec la guerre civile espagnole, parmi toutes celles qui se sont déroulées au siècle dernier. Dans l'immense territoire qui englobe la vieille Russie, la Sibérie et l'Asie centrale, tous les partis civils et militaires font assaut de férocité et partagent les mêmes souffrances – le froid, la faim, et toutes celles infligées par la destruction des liens sociaux. La guerre civile russe est un gigantesque chaos, provoqué par la conjonction de luttes sociales et nationales, de conflits ethniques et de massacres antisémites. Elle ouvre classiquement la voie aux interventions étrangères – allemande, japonaise, française, britannique, polonaise. Elle paraît simple – les Rouges contre les Blancs – mais c'est une illusion rétrospective nourrie par les propagandes.

L'identité des Blancs est en elle-même problématique. Les Bolcheviks les décrivent et les dénoncent comme des tsaristes évidemment réactionnaires. Ce n'est pas complètement faux mais Jean-Jacques Marie met beaucoup de couleurs dans le tableau. Les chefs blancs – Denikine, Wrangel, Koltchak – et de très nombreux officiers sont monarchistes mais ils méprisent ou détestent les dirigeants du Parti constitutionnel-démocrate qui ont joué un rôle décisif dans la Révolution de Février – surtout Rodzianko, ancien président de la Douma. Il faut aussi compter parmi les Blancs des sociaux-démocrates mencheviks, des socialistes-révolutionnaires de droite, des républicains comme le général Kornilov, sans jamais oublier que les alliances entre les groupes politiques sont fragiles et les haines tenaces. De fait, les généraux blancs refusent de se prononcer sur la nature du régime à restaurer ou à instaurer et déclarent s'en remettre à l'Assemblée constituante sans qu'on sache s'il s'agit de l'assemblée élue en novembre 1917 et dissoute par les Bolcheviks le 6 janvier 1918 ou s'il y aura de nouvelles élections.

crates mencheviks, des socialistes-révolutionnaires de droite, des républicains comme le général Kornilov, sans jamais oublier que les alliances entre les groupes politiques sont fragiles et les haines tenaces. De fait, les généraux blancs refusent de se prononcer sur la nature du régime à restaurer ou à instaurer et déclarent s'en remettre à l'Assemblée constituante sans qu'on sache s'il s'agit de l'assemblée élue en novembre 1917 et dissoute par les Bolcheviks le 6 janvier 1918 ou s'il y aura de nouvelles élections.



lousent, mais les troupes de Rodzianko sont à sept kilomètres de Petrograd en juin 1919 – elles sont alors trop faibles pour prendre la ville – et Ioudenitch s'en approche encore en octobre de la même année. Les offensives en direction de Moscou permettent la conquête de vastes territoires mais échouent pareillement. Les Rouges et les Blancs sont par ailleurs aux prises avec de très nombreuses insurrections paysannes, tantôt dirigées contre les communistes qui réquisitionnent les vivres, tantôt contre les Blancs qui représentent les propriétaires terriens et l'ancien ordre politique, très souvent contre les Juifs, surtout en Ukraine.

S'interrogeant longuement sur les causes de la défaite des Blancs, Jean-Jacques Marie passe en revue toutes les explications données par les acteurs et par les historiens. L'échec des armées

blanches n'est pas dû à l'attitude des Alliés, très déterminés dans leur opposition aux Rouges, ni au jeu trouble des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Sur le terrain, l'Armée rouge combat avec des effectifs souvent moins nombreux que ceux des Blancs – mais avec un moral nettement supérieur. Le manque de coordination des armées blanches, qui est flagrant, ne résulte pas seulement des rivalités entre généraux mais surtout de l'incapacité des chefs à réaliser une union nationale. Jean-Jacques Marie cite Denikine : « *Les divergences sociales, de classe, et même tribales, approfondies et aiguës par la révolution, jetèrent vite un épais brouillard sur l'idée nationale russe, qui avait commencé à s'éveiller* ».

Du point de vue militaire, la victoire des Blancs était possible. Leurs armées sont mal coordonnées, la corruption et la bureaucratie règnent à l'arrière des fronts, les chefs se ja-

La question institutionnelle est laissée en suspens et les Blancs n'ont pas de programme social – la réforme agraire étant renvoyée à la future Constituante. Non seulement les Blancs ne peuvent mobiliser la paysannerie, attachée au partage des terres, mais celle-ci subit les pillages et les crimes qui jalonnent le passage des Blancs. D'une manière plus générale, ces armées d'officiers méprisent le peuple et ne comprennent pas que les Rouges sont portés par la vague immense des ressentiments et des haines accumulés pendant des siècles. La conclusion de Jean-Jacques Marie est sans appel : « *Les Blancs étaient (...) pour l'essentiel des nostalgiques de l'ordre économique, social et politique qui s'était effondré en 1917 et qu'ils aspiraient globalement à rétablir, au prix éventuel, pour certains, de quelques aménagements. Ils apparaissaient dès lors à la masse de la population, en grande partie paysanne, comme des restaurateurs de cet ordre fracassé* ».

L'aveuglement politique des Blancs, incapables de mener une révolution patriotique, politiquement libérale et socialement redistributrice contre les Bolcheviks, est à inscrire dans la longue chaîne des tragédies dont la Russie fut accablée.

B. LA RICHARDAIS

(1) Jean-Jacques Marie, *La guerre des Russes blancs, 1917-1920*, Tallandier, 2017.

Brèves

Inde, le 19 février : Plusieurs membres du parti Bharatiya Janata Party ont qualifié ces derniers jours, les empereurs Moghols de « *traîtres* », « *tyrans* » et « *bigots* » dans ce qui ressemble à une vague de révisionnisme historique. Des propos qui ont choqué un descendant des empereurs Moghols, le prince Yakub Habeebuddin Tacy, 46 ans, vivant dans le Pakistan voisin évoquant des « *attaques contre les Moghols et leurs monuments qui deviennent de plus en plus vicieuses de jour en jour* ».

Roumanie, le 23 février : Le nouveau premier ministre, Viorica Dăncilă, a rencontré la **princesse Margarita** de Roumanie au palais Elizabeth. Au menu des discussions, le soutien de la maison royale au projet européen du pays et les festivités du centenaire de la fin de la première guerre mondiale auxquelles elle sera associée.

Cambodge, le 26 février : Lors des élections sénatoriales, le parti royaliste Funcinpec a perdu les neuf sièges qu'il détenait devant le parti au pouvoir, le Parti du peuple cambodgien, qui rafle la totalité des 62 sièges disponibles. Le parti royaliste a émis un communiqué affirmant que les élections avaient été démocratiques et libres. Le Funcinpec a actuellement 41 sièges au parlement et 239 sièges provinciaux.

Ethiopie, le 26 février : Le prince Ermias Sahle Selassié, président du conseil de la couronne d'Ethiopie, appelle ses concitoyens au calme alors que le pays est secoué par de violentes manifestations ethniques et anti-gouvernementales et que l'état d'urgence a été proclamé. Le Conseil de la couronne d'Ethiopie accuse le gouvernement de dilapider l'héritage d'unité construit sous la monarchie du Négus.

Frédéric de NATAL

Actualité de la Nouvelle Action royaliste



Congrès

Notre congrès annuel se tiendra à Paris **les 24 et 25 mars**. Tous les adhérents à jour de cotisation peuvent y participer. **Le samedi, le Congrès commencera à partir de 10h00 précises. Accueil à partir de 9h30.**



Livre disponible au prix de 6,60 € :

- sur notre site <http://nouvelle-action-royaliste.fr>
- ou sur demande adressée par courrier à nos bureaux

Merci de bien vouloir noter notre nouveau numéro de téléphone :
06 43 11 36 90

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h30). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence s'achève à 22h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à tous les mercredis.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 14 mars :
sujet non communiqué

Mercredi 21 mars :
Natacha Polony

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

La verticale du pouvoir

Le gouvernement dispose à l'Assemblée nationale de la majorité absolue, face à des oppositions séparées par des frontières idéologiques infranchissables. Le Premier ministre a pourtant annoncé que la réforme de la SNCF, comme celle du droit du Travail, se ferait par ordonnances. Cela signifie que le Parlement ne pourra pas remplir son œuvre propre quant à la révision, par voie d'amendements, des projets de loi. Réduit au rôle d'une chambre d'enregistrement, il est mis entre parenthèses. La rapidité du processus d'habilitation est mise en avant mais il est clair qu'il s'agit de priver les syndicats d'une longue campagne calée sur les débats parlementaires. Le mépris de la représentation nationale et les manœuvres antisyndicales trouvent leur pleine cohérence dans les opérations de guerre sociale menées depuis l'été dernier.

Il faut prendre garde à cette cohérence dans les opérations efficaces. Au temps de Jacques Chirac, de Nicolas Sarkozy, de François Hollande, les principales fractions de l'oligarchie menaient une politique cohérente dans leur soumission aux systèmes de contrainte européistes mais les rivalités entre l'aile droite et l'aile gauche, les embrouilles partisans, les frondes parlementaires, les résistances syndicales – en 2006 notamment – ralentissaient ou empêchaient la mise en œuvre de certains projets.

Emmanuel Macron est beaucoup plus dangereux que ses prédécesseurs. Il ne s'est pas greffé sur un parti installé mais a créé son propre parti – un parti-entreprise qui est entièrement dévoué à sa personne et qui est devenu hégémonique en juin dernier sans pour autant disposer d'un pouvoir réel. Il est le véritable chef d'un gouvernement au sein duquel les ministres sont régentés par les directeurs de cabinet choisis par l'Elysée. On voit également apparaître une administration-parti, composée de hauts fonctionnaires choisis sur des critères idéologiques et sociologiques pour concevoir et mettre en œuvre techniquement la « transformation » ultralibérale. Ce dispositif politico-administratif est en parfaite symbiose avec le milieu financier qui soutient Emmanuel Macron à proportion des services qu'il rend. Le spectacle ra-

dio-télévisé prouve chaque jour que les directeurs de l'information ont trouvé leur place, très confortable, dans cette organisation verticale du pouvoir. L'oligarchie qui soumet la nation à sa « gouvernance » depuis le début du siècle est entrée dans une nouvelle phase, qui concrétise l'amalgame entre droite et gauche dans toutes les strates du milieu dirigeant.



Emmanuel Macron n'est pas seulement le « premier de cordée » du nouvel ordre politico-administratif qui se met en place. Il est aussi, plus encore que Nicolas Sarkozy, le président des riches – et pas seulement parce qu'il synthétise dans son omniprésente personne l'élite du pouvoir et des affaires. L'élu du 7 mai est arrivé à l'Elysée en un moment dramatique de notre histoire sociale, caractérisé par la sécession des classes favorisées (1). Cette sécession est urbaine, fiscale, professionnelle et politique. Les classes riches peuplent majoritairement les centres urbains, placent leurs enfants dans des lycées d'excellence et dans les écoles privées, organisent avec soin leur exil fiscal, s'expatrient d'autant plus volontiers que la patrie n'a pas de sens à leurs yeux, adhèrent totalement au libre-échange, à la globalisation financière et à l'américanisation des modes de vie. Indifférentes à la nation, à son industrie, à son agriculture, à l'aménagement d'un territoire qui lui est en grande partie étranger, ces classes assistent d'un cœur léger, quand elles n'en profitent pas, à la destruction des services publics, à la vente aux étrangers d'entreprises stratégiques, comme Alstom, aux privatisations - celle des barrages est annoncée.

Sous l'égide d'Emmanuel Macron, l'oligarchie et l'ensemble des groupes privilégiés sont à l'offensive dans un paysage politique où les oppositions politiques sont trop faibles pour être inquiétantes. Après la victoire obtenue contre le syndicalisme de résistance et les salariés à l'automne, l'objectif est d'infliger aux syndicats de fonctionnaires et aux cheminots une défaite définitive. Les luttes politiques du proche avenir doivent se forger dans la lutte de classes. C'est l'adversaire, tout-puissant, qui fixe le lieu des batailles.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Jérôme Fourquet, *1985-2017 : quand les classes favorisées font sécession*, Fondation Jean Jaurès, 21 février 2018